

Le point de l'ASIG

Mise à jour: 25 mars 2022

Le gaz en Suisse: le point sur la sécurité d'approvisionnement

Les récents développements entourant la guerre en Ukraine s'aggravent. Voici le point de la situation:

- *La Russie a annoncé vouloir exiger le paiement en roubles des livraisons de gaz aux «pays inamicaux». La Banque centrale russe et le gouvernement russe ont une semaine pour déterminer les modalités du passage des devises aux roubles. Les livraisons sont maintenues sans restrictions. Les Etats européens refusent toutefois de payer les importations de gaz en roubles. L'arrêt des importations de gaz russe est une question sur laquelle les dirigeants européens n'ont pas trouvé de consensus lors de leur dernier sommet.*
- *L'industrie énergétique allemande ne considère plus comme impossibles les ruptures d'approvisionnement consécutives à un éventuel arrêt des livraisons de gaz russe. Les représentants de l'Office fédéral allemand de l'industrie de l'énergie et de l'eau (BDEW) et de l'Association allemande des entreprises publiques locales (VKU) appellent les acteurs politiques et industriels à s'y préparer. Ils estiment que la Russie pourrait décider unilatéralement de stopper les livraisons de gaz pour nuire au camp occidental.*

L'ASIG a procédé à une première évaluation de la situation:

Dans le secteur gaz, la Suisse bénéficie actuellement d'une sécurité d'approvisionnement qui apparaît largement assurée pour couvrir tant l'actuelle période de chauffage que la demande industrielle, malgré des prix extrêmement élevés. A partir de là, deux scénarios sont envisageables: soit la Russie stoppe ses livraisons de gaz, soit les pays occidentaux décident de ne plus importer de gaz russe à titre de sanction. Le Conseil fédéral entend se préparer à une telle éventualité en encadrant de près, sous la direction de la ministre de l'énergie Simonetta Sommaruga et du ministre de l'économie Guy Parmelin, tous les travaux visant à assurer la sécurité d'approvisionnement en énergie et à intensifier les échanges avec tous les acteurs concernés.

Comme l'a décidé le gouvernement russe ce mercredi, les livraisons de gaz russe devront désormais être payées en roubles par les clients en Allemagne et dans les autres Etats européens. Les paiements en dollars ou en euros ne seront donc plus acceptés. C'est visiblement une mesure pour redonner du vif au rouble, qui a perdu beaucoup de sa valeur suite aux nombreuses mesures de boycott. Il s'agit en fait d'une rupture de contrat, étant donné que les prix sont fixés en général en euros ou en dollars américains dans les contrats de fourniture. C'est peut-être une nouvelle étape dans l'escalade des tensions entre la Russie et l'Occident: en effet, la Russie oblige ainsi tous les Etats figurant sur la liste russe des «pays inamicaux» à contourner leurs propres sanctions à l'encontre de la Banque centrale russe.

En première approximation, la mesure prise par la Russie ne devrait pas avoir de grande conséquence directe sur l'Industrie suisse du gaz, qui achète le gaz essentiellement en Allemagne, aux Pays-Bas, en France et en Italie. En revanche, il n'est pas encore possible de mesurer les effets de cette mesure sur les prix de gros, ni de prévoir si les pays concernés prendront des mesures économiques de rétorsion.

L'Europe n'est actuellement pas en mesure de compenser totalement un éventuel arrêt des livraisons de gaz russe, du moins pas à court terme, ni sans réduire la consommation. C'est la conclusion d'Andrej Pustisek, professeur d'économie énergétique à Stuttgart, après avoir esquissé les différents scénarios et les possibilités de compensation lors de la Journée du gaz qui a eu lieu à St-Gall, le 18 mars dernier. Pustisek retient toutefois que la Suisse aurait un avantage stratégique essentiel dans un scénario «dans lequel toutes les parties seraient perdantes». «Elle peut encore acheter du gaz au Sud», dit-il. En effet, Pustisek relève que l'Italie dispose actuellement de capacités d'importations largement supérieures à la demande intérieure. Les terminaux méthaniers italiens ont notamment encore des capacités libres.

Si l'arrêt des livraisons de gaz russe ou un embargo occidental sur le gaz russe devaient, contre toute attente, mettre la Suisse dans une situation de pénurie que l'Industrie gazière ne pourrait pallier, l'Approvisionnement économique du pays prendrait le relais en appliquant le plan de gestion réglementée correspondant. Celui-ci prévoit la commutation des consommateurs bicom bustibles, les appels aux économies d'énergie et le contingentement du gaz pour les consommateurs industriels monocombustibles.

Tant la Confédération que l'Industrie gazière suisse mettent tout en œuvre pour assurer l'approvisionnement en gaz de l'hiver prochain. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga a notamment rencontré cette semaine le ministre de l'énergie et du climat des Pays-Bas. Tant la Suisse que les Pays-Bas s'efforcent de réduire la dépendance face au gaz russe et d'assurer l'approvisionnement en gaz pour l'hiver prochain. Par ailleurs, le conseiller fédéral Ueli Maurer a rencontré cette semaine le ministre qatari de l'énergie à Doha pour aborder notamment la question d'éventuelles livraisons de gaz liquéfié. Des représentants de l'Industrie gazière suisse ont accompagné les membres du Conseil fédéral dans leurs voyages. Début mars déjà, le Conseil fédéral avait pris des mesures en faveur de la sécurité d'approvisionnement en gaz. Les entreprises gazières peuvent désormais rapidement souscrire en commun des volumes de gaz, des capacités de stockage, la fourniture de gaz liquéfié (GNL) ainsi que des capacités de transbordement sur les terminaux LNG, sans craindre de conséquences juridiques au niveau anticartellaire. Il est prévu que la branche gazière propose au Conseil fédéral une solution au cours de ces prochaines semaines, en collaboration avec les départements et les autorités concernés. La coordination de ces démarches est aux mains de l'ASIG.